



© VanderWolf Images / Shutterstock.com

| BREXIT - l'impact sur la défense dans le contexte du lancement d'une nouvelle stratégie globale de l'UE

BREXIT ET DÉFENSE EUROPÉENNE : ENTRE INCERTITUDE ET COOPÉRATION

par Alessandro Marrone

Il est probable que les négociations sur le Brexit aient un double effet sur la sécurité et la défense européenne. D'un côté, elles devraient apporter plus d'incertitude au niveau industriel dans les prochaines années. De l'autre, le processus du Brexit a déjà suscité plus de coopération dans l'Union européenne.

Le résultat des élections au Royaume-Uni a affaibli le parti conservateur, maintenant sans majorité de sièges à Westminster. Le Parlement actuel oblige les Conservateurs à essayer

un gouvernement minoritaire, et le leadership de Theresa May chez les conservateurs est contesté. Cette situation n'inverse pas le processus du Brexit, car une large majorité des législateurs britanniques se sont engagés à mettre en œuvre le

référendum de 2016. Cependant, il peut mettre en question l'option proposée par la Première Ministre : un « Brexit dur », avec une sortie de l'UE du marché unique et des instances juridiques, mais la volonté de conclure un accord de

libre-échange global avec l'Union. Les relations UE-Royaume-Uni resteront très instables au moins ces deux prochaines années, avec différentes options sur la table. Pas d'accord, le départ automatique de Londres de l'UE, un report du

délai des négociations ou même d'autres élections politiques qui testeront la volonté de l'électorat de poursuivre sur une voie incertaine la sortie de l'Union.

Cette incertitude impacte déjà le secteur de la sécurité et la défense au niveau industriel. L'armée et l'industrie britanniques sont étroitement liées à la Base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE), avec d'importants programmes communs d'acquisition, comme l'avion de combat Eurofighter avec l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Des entreprises de défense de l'Europe continentale sont fortement présentes au Royaume-Uni, comme le français Thales et l'italien Leonardo. Une interconnexion bilatérale des chaînes d'approvisionnement relie les PME et les géants industriels outre-Manche. Plusieurs réseaux scientifiques et technologiques regroupent des institutions, le secteur privé et des universités travaillant sur des questions de sécurité et de défense. Ces liens risquent de disparaître, car ils dépendent de l'accès du Royaume-Uni au marché unique de l'UE. Ce risque peut entraver ou ralentir, la coopération européenne avec les acteurs britanniques avant que Londres ne quitte l'Union. C'est particulièrement important car la BITDE s'avère cruciale pour que l'autonomie stratégique européenne puisse agir dans le domaine de la défense : c'est seulement en maîtrisant les capacités requises que les Européens pourront agir militairement si, quand, et où cela s'avèrera nécessaire.

Politiquement, la perspective du Brexit stimule plutôt la coopération

“

POUR L'HEURE, IL EST INUTILE DE SE DEMANDER SI LE BREXIT SIGNIFIERA LE LANCEMENT D'UNE ARMÉE EUROPÉENNE.

”

intra-UE. Les institutions ont pris des mesures importantes en matière de défense, avec la Stratégie globale européenne présentée par le Haut Représentant/Vice-président au Fonds européen de la défense de la Commission européenne. La France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne ont fait des déclarations sans précédent pour lancer la Coopération structurée permanente (CSP) envisagée par le Traité de Lisbonne. Les négociations sur le Brexit continueront à stimuler cette coopération de trois manières. Tout d'abord, en supprimant le veto britannique. Ceci peut avoir un effet positif sur la CSP, l'établissement d'un état-major militaire européen approprié, le financement par l'Union de la recherche et des marchés de la défense, l'autonomisation de l'Agence européenne de défense, etc.

Ensuite, les politiques britanniques sont affaiblies et déstabilisées, tandis que le noyau politique de

l'UE est renforcé par la victoire d'Emmanuel Macron et la stabilité du gouvernement allemand. Les avantages de travailler à l'amélioration du cadre et des politiques de l'Union, y compris la sécurité et la défense, deviennent plus évidents. Enfin, une partie de l'opinion publique a encore un avis erroné sur les avantages de quitter l'Union et de renationaliser certaines politiques : les négociations sur le Brexit clarifieront les coûts et les inconvénients d'un tel choix, les pertes en termes d'économie, de politique et de sécurité. Les opposants à cette coopération et intégration seront ainsi confrontés à la réalité, particulièrement concernant certaines évaluations irréalistes de ce qu'un seul pays européen peut réaliser en termes de sécurité nationale.

Pour l'heure, il est inutile de se demander si le Brexit signifiera le lancement d'une armée européenne. Tout d'abord, l'on ignore

comment et quand le Brexit se déroulera concrètement. Ensuite, cette armée ne sera pas mise l'ordre du jour des dossiers européens dans les prochaines années. Ce qui est sur la table à Bruxelles, Berlin, Paris ou Rome, c'est comment développer ensemble, plus efficacement, les capacités militaires dans l'Union. C'est comment commander de manière opérationnelle ces capacités via un état-major européen fonctionnel, afin d'assurer une action militaire rapide si nécessaire. C'est le leadership politique pour décider et guider cette action, ainsi que le développement des capacités nécessaires.

Tout cela exige une coopération structurée et permanente des institutions de l'UE et des états membres désireux et capables d'avancer dans le domaine de la défense. Le processus du Brexit permet le lancement de ce genre de coopération, mais seule une volonté politique dans les capitales européennes en fera une réalité.



> AUTEUR

Alessandro Marrone, est chercheur au programme de sécurité et défense à l'Institut International des Affaires (IIA)